



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/20277  
18 novembre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 18 NOVEMBRE 1988, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU PAKISTAN AUPRES DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir le message daté de ce jour que vous a adressé S. E. Sahabzada Yaqub-Khan, Ministre des affaires étrangères du Pakistan :

"J'ai l'honneur de me référer au document S/20269 du Conseil de sécurité, daté du 14 novembre 1988, contenant le texte d'une lettre que vous a adressée le Ministre des affaires étrangères du régime de Kaboul.

Dès l'abord, je tiens à réaffirmer que le Gouvernement pakistanais ne reconnaît pas le régime de Kaboul et que la présente lettre constitue une réponse à un document publié par le Conseil de sécurité.

Je réitère sans hésitation aucune que le Gouvernement pakistanais s'est solennellement engagé à respecter la lettre et l'esprit des Accords de Genève. Les accusations lancées contre le Pakistan par le régime de Kaboul sont entièrement dénuées de fondement. En vertu des Accords de Genève, la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan est chargée d'enquêter sur les plaintes et de recommander la suite à donner aux plaintes dûment fondées. Le régime de Kaboul a choisi de ne tenir aucun compte de ce mécanisme et a préféré appeler l'attention du Conseil de sécurité sur ses accusations mensongères.

L'assertion du régime de Kaboul, selon laquelle la marge d'initiative de la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan a été réduite, n'est pas corroborée par les faits. Le Pakistan a accordé son entière coopération à la Mission de bons offices et l'a même autorisée à établir des bases avancées près de la frontière, à Peshawar et à Quetta. Des équipes de la Mission de bons offices ont réalisé plus de 20 visites d'inspection dans des zones frontalières, où de prétendues violations se seraient produites.

L'accusation selon laquelle le Pakistan ferait obstacle au retour des réfugiés est absurde. Ce pays a accueilli plus de 3 millions de réfugiés, malgré ses ressources limitées, et son principal intérêt est de les voir rentrer dans leur foyer dans la sécurité et la dignité. Or, ils n'ont pas pu le faire par suite de l'instabilité et de la persistance des troubles en

Afghanistan, conséquences de la politique répressive du régime de Kaboul, qui n'est nullement représentatif.

On a également reproché au Pakistan les observations négatives contre le régime de Kaboul qui sont parues dans les médias. La presse au Pakistan est libre, et les vues qu'elle a exprimées sur la situation en Afghanistan sont largement partagées par les médias internationaux.

Le régime de Kaboul a acquis récemment les armes les plus modernes et les plus perfectionnées, notamment des missiles SS-I Scud, des MIG-27 et des bombardiers Backfire. L'acquisition de ces armes et leur déploiement à l'intérieur de l'Afghanistan, et dans dans certains cas même contre le territoire du Pakistan, donnent le démenti aux déclarations du régime de Kaboul qui prétend respecter les dispositions des Accords de Genève et chercher un règlement politique d'ensemble.

Je tiens à signaler que depuis l'entrée en vigueur des Accords de Genève, il y a eu plus de 104 violations de l'espace aérien pakistanais, 328 violations du territoire pakistanais et 96 actes de sabotage contre le Pakistan. Au total, 134 civils innocents ont été tués. Contrairement aux accusations du régime de Kaboul qui sont dénuées de fondement, il existe des preuves concrètes à l'appui des plaintes portées par le Pakistan. Tout récemment encore, un aéronef afghan a été abattu alors qu'il violait l'espace aérien pakistanais. Une équipe de la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan a examiné les débris qui sont tombés bien à l'intérieur du territoire pakistanais. L'équipe a également interviewé le pilote de l'aéronef qui a admis qu'il avait été chargé d'une mission de bombardement de l'autre côté de la ligne Durand. A d'autres occasions, le régime de Kaboul a bombardé le territoire pakistanais alors que des équipes de la Mission de bons offices des Nations Unies se trouvaient dans la zone.

Les dirigeants de la résistance, de même que la majorité des Afghans, ont rejeté les prétendues tentatives de réconciliation nationale du régime de Kaboul. Les dirigeants de la résistance pour leur part ont formulé une proposition en vue de la convocation d'une assemblée véritablement représentative pour mettre en place un gouvernement largement représentatif qui soit acceptable pour le peuple afghan.

On se souviendra que la résolution que l'Assemblée générale a adoptée par consensus cette année demandait également la mise en place d'un gouvernement largement représentatif à Kaboul. Je voudrais réaffirmer que le Gouvernement pakistanais demeure attaché à un règlement politique d'ensemble de la question de l'Afghanistan conformément aux Accords de Genève et à ce consensus."

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur et représentant  
permanent,

(Signé) S. SHAH NAWAZ